Mouvement de solidarité avec la Palestine ou mouvement pour la sauvegarde d'un état colonial

Communiqué du Mouvement de Soutien à la Résistance du Peuple Palestinien (MSRPP) publié sur son site le 28 janvier 2010.

Un collectif qui se proclame « pour une Paix Juste et Durable entre Palestiniens et Israéliens » appelle à une manifestation intitulée « Gaza, un an après », le 6 février à Paris.

Tout d'abord, il est étonnant qu'une telle manifestation soit initiée plus d'un mois après l'anniversaire du début de l'agression contre Gaza, alors que, le 27 décembre dernier, date précise de l'agression en 2008, notre Mouvement de Soutien à la Résistance du Peuple Palestinien (MSRPP) organisait une marche de Denfert-Rochereau à la Place Saint-Michel, à laquelle ont participé 700 personnes et nombre d'associations, pour rappeler la dernière guerre sioniste contre Gaza, assurer un soutien indéfectible à la résistance et dénoncer toutes les collaborations aussi bien occidentales qu'arabes et palestiniennes. Le « Collectif pour une Paix Juste et Durable », ne s'est pas joint à cette manifestation et feint aujourd'hui de l'ignorer.

En réalité, il suffit de se pencher sur l'appel et la dénomination même de ce Collectif pour comprendre quels sont les réels enjeux de leur manifestation.

Les personnes à l'initiative de cet événement ont une vision politique particulière de la question palestinienne et de son

« règlement ». Lorsque l'on utilise l'expression « paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens » on prend position, d'abord pour l'illusion d'une paix entre l'occupant et l'occupé, entre l'usurpateur et l'usurpé, ensuite pour une légitimation de la présence d'une entité coloniale qui, par essence, est étrangère à « la paix ».

L'entité sioniste n'existe que suite à un nettoyage ethnique perpétré en Palestine dès 1947 et ne survit que par la colonisation galopante et les massacres réguliers qu'elle commet en vue de l'établissement d'un Etat exclusivement « juif » aussi bien en Palestine de 48 que dans les territoires occupés en 67 et notamment à Al Qods. Les guerres régulièrement déclenchées aussi bien contre les Palestiniens, comme celle de Gaza de l'an passé, que contre les Libanais (juillet-août 2006), ne font que le confirmer. Parler de « paix », suppose d'occulter, voire d'absoudre, ce qui constitue la nature même de cet « État », les circonstances de sa création et les moyens qu'il utilise aujourd'hui pour exister.

Nos « amis de la Palestine » seraient-ils frappés d'amnésie ? Non, en réalité ils s'activent pour inscrire le mouvement de soutien en France dans le « processus » amorcé dès Oslo en 1993, et qui se poursuit aujourd'hui par la série des « Annapolis » et autres « négociations de paix ». Ces opérations délibérées ont pour seul objectif de « liquider » la question palestinienne et de vider de son contenu la lutte de libération de la terre de Palestine, notamment le droit au retour des réfugiés et le statut de la capitale Al Qods. Or, de même que la « paix » ne signifie plus pour les Palestiniens que renonciation, soumission et capitulation, les manifestations massives de décembre 2008-janvier 2009 ont prouvé que, contrairement aux thèses des « pacifistes », une part importante de la population en France soutient fermement la résistance du peuple palestinien sous toutes ses formes, notamment la lutte armée.

Comme corollaire à cela, le Collectif n'utilise à aucun moment

le mot « résistance » dans son appel, comme si la situation palestinienne se résumait à un drame humanitaire où un agresseur prédominant inflige blessures, blocus et humiliations à une victime qui n'exprime pas la moindre opposition. Or, nier l'existence d'une résistance palestinienne en dit long non seulement sur la façon dont on considère cette résistance et son soutien, mais aussi sur la totale déconnexion dont fait preuve ce Collectif avec le terrain et les aspirations du peuple palestinien. Est-ce étonnant quand on prétend sans cesse parler « pour » ce peuple, quand on prétend être sa « voix » en France et savoir mieux que personne quelles démarches il doit accomplir, comme celles de s'asseoir à la table des négociations ou plutôt à la table des « concessions » ? On peut constater, dès lors, que les occidentaux, particulièrement certains Français, n'ont pas encore rompu avec leur tradition politique coloniale qui les pousse à adopter un comportement ethnocentriste et suprématiste vis à vis des peuples non-occidentaux qui nécessiteraient par « essence » une surveillance accrue et une mise sous tutelle.

Enfin, le texte appelle à des « sanctions contre Israël », au respect du droit international, à la levée du blocus et au soutien à la campagne Boycott Désinvestissement Sanction (BDS), déplorant dans le même temps le peu de « compromis » du côté de « l'extrême-droite israélienne », insinuant par là qu'il y aurait des différences, positives ou négatives dans la politique « israélienne », envers le peuple palestinien, alors que c'est le gouvernement de coalition d'Olmert (représentant donc un certain nombre de forces politiques) qui a commandité la guerre contre Gaza et que c'est le ministre « travailliste » Ehud Barak qui était chargé de la défense et de l'armée lors de l'agression.

Si, en soi, dénoncer le blocus et appeler au boycott est une bonne chose, il faut aussi se demander pourquoi tant d'associations se concentrent exclusivement sur ces points

tout en évacuant les autres points essentiels qui devraient être les mots d'ordre du « soutien à la Palestine ». Au lieu de se limiter à une critique des comportements qui découlent automatiquement du caractère colonialiste de l'Etat sioniste, il faut en dénoncer l'essence et l'origine. La lutte de libération nationale de la Palestine contre l'occupation sioniste se réduirait-elle à la levée du siège de Gaza et au jugement des criminels de guerre ?

Par ailleurs, il nous semble également problématique de se référer au droit international, comme s'il constituait l'unique espoir, alors que les puissances impérialistes ont voté le partage de la Palestine à l'ONU en 1947, en se servant de la « légitimité » du droit international, et, que c'est toujours ces mêmes puissances impérialistes qui protègent depuis lors l'Entité coloniale, sur le fondement du droit international et via le Conseil de Sécurité et les indéfectibles soutiens au sionisme qui le composent.

Enfin, la mention du parcours de la manifestation du 6 février « en direction de l'ambassade d'Israël » est en elle-même un aveu de défaite programmée : « on ne pourra jamais arriver à l'ambassade sioniste, alors on va essayer d'aller dans sa direction jusqu'à ce qu'on nous arrête », et résume bien une démarche prédisposée aux concessions.

Pour toutes ces raisons, nous dénonçons le discours de ce Collectif autoproclamé « national » qui entretient l'illusion d'une possibilité de paix « juste et durable » clairement impossible dans l'état du rapport de forces actuel, qui ignore la réalité de la résistance sur le terrain, et qui œuvre pour « amener nos dirigeants à imposer le respect du droit international ». Et nous appelons toutes les personnes et associations désireuses de soutenir réellement la Palestine et sa résistance et de ne faire aucune concession sur les droits fondamentaux de ce peuple, comme le droit à l'autodétermination après l'abolition du système colonial et raciste qu'est « l'État d'Israël », le droit au retour

intégral de tous les réfugiés depuis 1947-1948 et la libération de tous les prisonniers, à nous rejoindre au sein du Mouvement de Soutien à la Résistance du Peuple Palestinien (MSRPP), à soutenir et à participer à toutes nos initiatives.

Mouvement de Soutien à la Résistance du Peuple Palestinien

Fait à Paris, Le 26 janvier 2010